

teurs public et privé du Canada sont allés chercher des capitaux considérables sur les places financières américaines au cours de l'année. A cause de l'ampleur des relations économiques entre les deux pays, un grand nombre de questions ont fait l'objet d'échanges suivis, comme par le passé.

On a enregistré une augmentation sensible du nombre d'enquêtes anti-cartel aux États-Unis dont les ramifications politiques et économiques se sont étendues jusqu'au Canada, notamment dans des secteurs comme celui de la potasse, de l'uranium, du soufre et du zinc. Ces enquêtes sur de présumées activités monopolisatrices portaient sur des actions que les firmes incriminées avaient entreprises à l'instigation ou avec l'appui des gouvernements fédéral ou provinciaux. De plus, elles ont soulevé des doutes sur l'extraterritorialité des procédures anti-cartel américaines. Consultation et coopération ont permis aux deux administrations de reconnaître dans une plus large mesure les intérêts de l'autre partie en cette matière.

Tout au long de l'année, le commerce des voitures et des pièces détachées a continué d'être une source d'inquiétude. Les représentants des deux gouvernements ont poursuivi des études distinctes mais parallèles de l'état et des perspectives d'avenir de l'industrie. En 1976, le Canada a subi dans le secteur de l'automobile un déficit commercial net imputable aux pertes considérables enregistrées dans le commerce des pièces de rechange; il était cependant moins élevé qu'en 1975.

L'imposition par les États-Unis au mois d'octobre dernier d'un contingent mondial sur les importations de viande de bœuf et de veau a touché le commerce agricole du Canada. Des consultations ont eu lieu avec les États-Unis à la fin de 1976 sur le commerce bidirectionnel de ces produits pour 1977 et se sont terminées par un échange de lettres de compréhension réciproque. Parmi les dispositions des lettres, une entente prévoyait que les deux parties devaient se consulter au cours de l'année sur le commerce de la viande.

Préconisée par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

afin de limiter l'exode de la publicité canadienne vers les postes américains limitrophes, la politique de suppression occasionnelle des annonces publicitaires américaines des émissions diffusées par les télédistributeurs canadiens a suscité une forte réaction aux États-Unis et fait l'objet de plusieurs rencontres entre les autorités canadiennes et américaines. A la fin de l'année, une solution temporaire a été trouvée au problème: le C.R.T.C. a annoncé qu'il ajournait la mise en œuvre de sa politique jusqu'à ce qu'on ait évalué les effets des modifications à la Loi de l'impôt sur le revenu, effets qui retranchent des déductions admissibles au titre des frais de l'entreprise la publicité sur les chaînes américaines limitrophes, et procédé à l'examen de méthodes de rechange pour réaliser les objectifs du Canada en matière de télédiffusion.

Des consultations fréquentes ont eu lieu entre les deux pays sur diverses questions commerciales et monétaires dans un cadre bilatéral et au sein d'instances multilatérales comme les N.C.M., le GATT, le F.M.I. et l'ONU.

### **Énergie**

Le secteur de l'énergie n'a rien perdu de son importance et de son dynamisme en 1976.

On a paraphé au mois de janvier l'accord *ad referendum* concernant les pipe-lines de transit, accord qui assure la sécurité réciproque du débit et la non-discrimination en ce qui a trait aux hydrocarbures de l'une des parties acheminés sur le territoire de l'autre partie au moyen de pipe-lines de transit déjà en exploitation ou à construire. Toute l'année durant, les autorités des deux gouvernements ont échangé des renseignements sur les innovations en matière de transport du gaz du Nord vers les marchés méridionaux.

Malgré l'inquiétude suscitée par le relèvement du prix du gaz naturel aux frontières et la réduction progressive des exportations de pétrole brut canadien, les Américains comprennent mieux le bien-fondé des politiques énergétiques du Canada. C'est donc dans un esprit pragmatique que les deux gouvernements ont poursuivi l'étude du problème de